

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 09

Objet de la délibération : Direction
Economie de Proximité et tourisme -
Association « Economie Solidaire et
Insertion Active - Fonds territorial FRANCE
ACTIVE » - Octroi d'une subvention

☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2017.150

Date de la convocation :
Le 19/09/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 3 OCT. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 4 OCT. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 25 septembre 2017

L'an deux mil dix-sept et le 25 septembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Michel ROSSI, Roger CRESP, Joseph VALETTE

Monsieur DAUNIS,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a signé avec le Conseil Régional PACA en 2015 un Contrat Local de Développement de l'Economie Sociale et Solidaire (CLDESS). Dans son plan d'action pour l'exercice 2017-2018, la CASA souhaite soutenir le développement de l'entrepreneuriat de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), dans toutes ses dimensions.

De son côté, l'association « Economie Solidaire et Insertion Active ESIA - Fonds territorial FRANCE ACTIVE » pour la région Provence Alpes Côte d'Azur, créée le 17 juillet 2001, met en œuvre un nouvel outil financier, dénommé «le contrat d'apport associatif ». Il a pour vocation de répondre aux besoins de financement des associations, en leur proposant des solutions de financement allant du soutien en trésorerie au démarrage, à la consolidation des fonds propres.

De par leur appartenance au réseau France Active, ESIA dispose d'outils de financement originaux et adaptés à l'ESS.

Ces outils (Société d'Investissement France Active, FCP - Fonds Commun de Placement Insertion Emploi) permettent d'apporter des financements pérennes aux structures collectives de l'ESS, sous réserve qu'elles tirent d'une activité économique une part sensible de leurs ressources.

Néanmoins, l'offre existante ne répond que partiellement aux besoins :

- des associations de petite taille, qui n'ont pas les fonds propres suffisants pour prétendre à une intervention du FCP Insertion Emploi,
- des associations en phase de démarrage ou d'expérimentation, qui ne disposent pas d'une visibilité suffisante sur leur devenir à moyen terme pour déclencher une intervention des outils de financement structurant,
- des associations qui n'atteignent pas, ou pas encore, une part d'autofinancement d'au moins 30%,
- des associations, dont les situations de restructuration sont trop délicates.

Le fonds territorial de contrats d'apports associatifs s'inscrit dans ce cadre. Il constitue un nouvel outil permettant un apport en fonds propres pour des structures qui ne peuvent pas aujourd'hui bénéficier des outils existants. Ces contrats d'apports associatifs sont des prêts d'un maximum de 30 000 euros sur 5 ans, à taux 0, à destination des associations. Le Fonds territorial est abondé par les collectivités territoriales, la Caisse des dépôts et des partenaires privés locaux (Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse).

Au 31 décembre 2016, le fonds territorial était doté à hauteur de 1,3M€ et 1,1 M€ étaient engagés. Le solde restant se révèle insuffisant pour faire face à la demande annuelle de financements via les contrats d'apport associatif (estimée entre 500 et 600K€). ESIA a donc été contraint, ponctuellement, de diminuer le plafond de prêt à 15 000 euros et contrôler le nombre de structures financées via ce prêt.

Par conséquent, une nouvelle campagne d'abondement du fonds territorial de contrats d'apports associatifs a été lancée avec un objectif de mobilisation de 650 000 euros supplémentaires en 2017. Au 1er juillet 2017, le fonds territorial a déjà été abondé à hauteur de 510 000 euros (330K€ par la CDC et 180K€ par la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse).

La CASA est aujourd'hui sollicitée pour un abondement à hauteur de 100 000 euros. Cet abondement permettrait de s'approcher de l'objectif initialement fixé en remontant le niveau maximum de prêt octroyé par structure à 30 000 euros et aussi développer le nombre annuel de structures financées par le Contrat d'apport associatif.

Ainsi, il est donc proposé d'attribuer, dans le cadre d'une convention de participation financière jointe en annexe, une subvention de 100 000 euros avec droit de reprise de cinq ans au titre du Fonds territorial de contrats d'apports associatifs à « ESIA – Fonds territorial FRANCE ACTIVE ».

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver l'attribution d'une subvention avec droit de reprise de cinq ans de 100 000 euros au titre du fonds territorial de contrats d'apports associatifs à « Economie Solidaire et Insertion Active ESIA – fonds territorial FRANCE ACTIVE » ;
- d'autoriser le versement d'un acompte de 75 000 € selon les modalités de l'article 6 ;

- d'approuver les termes de la convention de participation financière dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 20422, fonction 90 du budget de la direction Economie de Proximité et Tourisme.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'attribution d'une subvention avec droit de reprise de cinq ans de 100 000 euros au titre du fonds territorial de contrats d'apports associatifs à « Economie Solidaire et Insertion Active ESIA – fonds territorial FRANCE ACTIVE » ;
- d'autoriser le versement d'un acompte de 75 000 € selon les modalités de l'article 6 ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 20422, fonction 90 du budget de la direction Economie de Proximité et Tourisme.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 25 septembre 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC DROIT DE REPRISE DE CINQ ANS AVEC L'ASSOCIATION « ECONOMIE SOLIDAIRE ET INSERTION ACTIVE »

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège à la Mairie d'Antibes, BP 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI, agissant en lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président et autorisé à signer la présente convention par délibération du Bureau Communautaire en date du 25 septembre 2017.

Ci-après désignée la **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA)**

ET

Economie Solidaire et Insertion Active en Provence-Alpes-Côte d'Azur (ESIA), Fonds territorial FRANCE ACTIVE, association régie par la loi du 1er juillet 1901, déclarée en Préfecture le 17 juillet 2001, n° SIRET 439 061 227 000 39, dont le siège social est sis au 25 rue de la République – CS 60334 - 13271 Marseille Cedex 02, représentée par son Président, Monsieur Didier PATOUX, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée le « **ESIA - Fonds territorial FRANCE ACTIVE** », à moins qu'elle ne soit nommément désignée,

EXPOSE :

Vu,

D'une part, la CASA a signé avec le Conseil Régional PACA en 2015 un Contrat Local de Développement de l'Economie Sociale et Solidaire CLDESS. Dans son plan d'action pour l'exercice 2017-2018, la CASA souhaite développer l'entrepreneuriat ESS dans toutes ses dimensions.

D'autre part, l'association « ESIA - Fonds territorial FRANCE ACTIVE » pour la région Provence Alpes Côte d'Azur, créée le 17 juillet 2001, met en œuvre un nouvel outil financier, objet de la présente convention, dénommé « Le Fonds territorial de contrats d'apports associatifs ». Il a pour vocation de répondre aux besoins de financement des associations, en leur proposant des solutions de financement allant du soutien en trésorerie en démarrage à la consolidation des fonds propres.

De par leur appartenance au réseau France Active, ESIA dispose d'outils de financement originaux et adaptés. Ces outils (Société d'Investissement France Active, FCP Insertion Emploi) permettent d'apporter des financements pérennes et structurants aux structures collectives de l'Economie Sociale Solidaire sous réserve qu'elles tirent d'une activité économique une part sensible de leurs ressources.

Néanmoins, l'offre existante n'est pas, dans tous les cas, en mesure de répondre aux besoins :

- des associations de petite taille, qui n'ont pas les fonds propres suffisants pour prétendre à une intervention du FCP Insertion Emploi,
- des associations en phase de démarrage ou d'expérimentation, qui ne disposent pas d'une visibilité suffisante sur leur devenir à moyen terme pour déclencher une intervention des outils de financement structurant,
- des associations qui n'atteignent pas, ou pas encore, une part d'autofinancement d'au moins 30 %,
- des associations, dont les situations de restructuration sont trop délicates.

Le Fonds territorial de contrats d'apports associatifs s'inscrit dans ce cadre. Il constitue un nouvel outil permettant un apport en fonds propres pour des structures qui ne peuvent pas aujourd'hui bénéficier des outils existants. Ces contrats d'apports associatifs sont des prêts d'un maximum de 30 000 euros sur 5 ans, à taux 0, à destination des associations. Le Fonds territorial est abondé par les collectivités territoriales (Conseil régional, Caisse des dépôts...) et des partenaires privés locaux (Caisse d'Epargne Provence Alpes).

Au 31 décembre 2016, le Fonds territorial était doté à hauteur de 1,3M€ et 1,1 M€ étaient engagés. Le solde restant (200K€) se révèle insuffisant pour faire face à la demande annuelle de financements via les contrats d'apport associatif (estimée entre 500 et 600K€). ESIA a donc été contraint, ponctuellement, de diminuer le plafond de prêt à 15 000 euros et contrôler le nombre de structures financées via ce prêt.

Par conséquent, une nouvelle campagne d'abondement du Fonds territorial de contrats d'apports associatifs a été lancée avec un objectif de mobilisation de 650 000 euros supplémentaires en 2017. Au 1er juillet 2017, le Fonds territorial a déjà été abondé à hauteur de 510 000 euros (330K€ par la CDC et 180K€ par la Caisse d'Epargne).

Article 1^{er} : Objet de la convention

Par la présente, la CASA s'engage à attribuer une subvention à l'association « EISA - Fonds territorial FRANCE ACTIVE » en vue de lui permettre de reconstituer son Fonds territorial de contrats d'apports associatifs pour remonter le niveau maximum de prêt octroyé par structure à 30 000 euros et répondre à développer le nombre annuel de structures financées par le Contrat d'Apport Associatif.

Article 2 : Durée

La présente convention de participation financière avec droit de reprise de cinq ans est conclue pour la mise en œuvre du plan d'actions de l'association « EISA - Fonds territorial FRANCE ACTIVE ». Elle prendra effet à compter de la signature et prendra fin à l'issue de la période du droit de reprise.

Article 3 : Montant de l'apport de la CASA– Versement - Utilisation

2.1 Montant de l'apport

La CASA fait apport à l'association « EISA - Fonds territorial FRANCE ACTIVE », qui l'accepte, dans les conditions énoncées au présent contrat, la somme de 100 000 euros.

2.2 Versement

Le versement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 75 000 euros à compter de la signature de la convention ;
- le solde, soit 25 000 euros, sur demande au vu du rapport moral et financier de l'assemblée Générale Ordinaire annuelle de l'exercice 2017.

La CASA effectuera le versement de l'apport sur le compte spécifique prévu à l'article 3 ouvert à la CEPAC sous l'intitulé ECO SOLIDAIRE INSERTION ACTIVE sous le numéro « IBAN FR76 1131 5000 0108 0040 1441 254 ».

2.3 Utilisation

L'apport visé à l'article 2.1 devra être exclusivement utilisé par l'association au financement du Fonds territorial de contrats d'apports associatifs à l'exclusion de toute autre dépense, et en particulier, du paiement de tout frais de fonctionnement.

Article 4 : Assurance

Chaque Partie déclare avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités.

Article 5 : Compte spécifique

L'association s'engage à porter sur un compte spécifique les dotations respectives du Fonds territorial de contrats d'apports associatifs et toutes les opérations liées à la gestion des apports.

Ce compte devra notamment être distinct du compte dédié au fonctionnement de l'association.

Article 6 : Règles comptables

Le montant de l'apport figurera pendant les cinq ans du contrat au passif du bilan de l'Association (compte 1034 « apports avec droit de reprise »).

A l'issue des cinq années dudit contrat, le montant de l'apport figurera au passif du bilan de l'association (compte 1024 « apports sans droit de reprise »).

Article 7 : Droit de reprise en fin de contrat

Sauf mise en œuvre des cas sus mentionnés ci-dessous, l'apport versé par la CASA n'a pas vocation à être restitué à cette dernière, à l'expiration du délai de 5 ans à compter de la signature du présent contrat.

Cependant, durant les 5 années du présent contrat, l'apport devra être restitué à la CASA dans les cas suivants :

- dissolution de l'association ;
- dénonciation du contrat dans les conditions de l'article 12 ;
- abandon de l'activité du fonds territorial de contrats d'apports associatifs ou exercice d'une activité non conforme à l'objet actuel de l'association ;
- non-transmission en temps voulu des pièces comptables visées à l'article 8 ;
- non-respect d'une ou plusieurs clauses du présent contrat et en particulier emploi des fonds non conforme à l'article 2.3 ;

La restitution de l'apport dans l'un des cas susvisés, s'effectuera dans les conditions ci-après :

- le montant de l'apport qui ne fait pas l'objet d'une utilisation devra être restitué immédiatement ;
- le montant de l'apport utilisé pour l'octroi de prêts devra être restitué au fur et à mesure de leur reprise auprès des structures bénéficiaires.

Le montant de la reprise sera diminué des sinistres constatés à la date à laquelle l'apport sera restitué à la CASA. Il est expressément entendu, dans cette perspective :

- d'une part, que ne pourront être comptabilisées en tant que sinistres que les créances au titre du fonds territorial définitivement irrécouvrables après mise en jeu des garanties, exercice et épuisement de toutes les voies de recours ;
- d'autre part, que l'imputation de tout sinistre sur le montant de la reprise ne pourra s'exercer qu'à concurrence de la quote-part représentée par le montant de l'apport objet du présent contrat, rapporté au montant global du Fonds territorial n à la date du sinistre concerné.

Article 8 : Obligations en matière de communication

L'association « ESIA - Fonds territorial FRANCE ACTIVE » s'engage à mentionner la participation de la CASA aux actions d'ESIA sur tout support de communication et dans ses rapports avec les médias, notamment par l'apposition du nom et logo de la CASA (sur affiches, dépliants, annonces de presse, sites internet...).

Article 9 : Obligations comptables

L'association « EISA - Fonds territorial FRANCE ACTIVE » s'engage :

- à produire et fournir le rapport d'activité signé par son Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard le 1^{er} juillet de l'année suivante ;
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 ;
- à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2018.

Dans l'hypothèse où l'association « EISA - Fonds territorial FRANCE ACTIVE » serait soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, l'association « ESIA - Fonds territorial FRANCE ACTIVE » s'engage à transmettre à la CASA tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles.

Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la CASA des conditions d'exécution du plan d'actions de l'association « ESIA - Fonds territorial FRANCE ACTIVE », et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 8 de la présente convention, la CASA pourra diminuer le montant de sa participation financière ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 11 : Contrôle de la CASA

L'association « ESIA - Fonds territorial FRANCE ACTIVE » s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CASA de la réalisation du plan d'actions, tel que défini à l'article 1^{er} de la présente convention notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 12 : Evaluation

L'évaluation des conditions de réalisation du plan d'actions, auquel la CASA a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec l'objectif attendu, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de l'intérêt général. Elle conditionne l'éventuel renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

Article 13 : Résiliation de la convention

En cas de non respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, quinze jours avant sa prise d'effet effective.

Article 14 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention sera porté devant le Tribunal Administratif de NICE.

FAIT à Valbonne, le

En deux exemplaires

Pour l'association
**« ESIA - Fonds territorial
FRANCE ACTIVE »**

Le Président

Didier PATOUX

Pour la
**Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis**

Le Président

Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 25/09/2017
Numéro : BC_2017_150
Nature : DE - Deliberations
Objet : Association " Economie Solidaire et Insertion Active -
Fonds territorial FRANCE ACTIVE" - Octroi d'une
subvention
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : EpO4M96

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/10/2017
Identifiant : 006-240600585-20170925-BC_2017_150-DE

Acte reçu

Date : 25/09/2017
Numéro interne : BC_2017_150
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Association " Economie Solidaire et Insertion Active - Fonds territorial FRANCE ACTIVE" - Octroi d'une
subvention
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 006-240600585-20170925-BC_2017_150-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20170925-BC_2017_150-DE-1-1_2.PDF